



*Permanent Mission of the Republic of the Congo  
to the United Nations*



*Mission Permanente de la République du Congo  
auprès des Nations Unies*

[Redacted text block]

[Redacted text block]

[Redacted text block]

[Redacted text block]

[Redacted text block]

Monsieur le Président,

Obligé de partir de New York plus tôt que prévu en raison de pressantes contraintes de calendrier, le Président Denis SASSOU-

NICOLESSO, Président de la République, a l'honneur de vous adresser ses salutations les plus distinguées.

En témoignent la visite qu'il a effectuée à Brazzaville en janvier 2007 et le choix porté sur un fils de notre pays, M. Rodolphe ADADA, ancien Ministre des Affaires Etrangères du Congo, pour diriger l'opération hybride ONU-Union africaine au Darfour. Nous lui en sommes vivement reconnaissants.

Monsieur le Président,

Après les crises violentes qui l'ont secoué à la fin des années 90, le Congo a progressivement retrouvé la paix et la stabilité à travers le dialogue politique et la réconciliation nationale qui demeurent des objectifs permanents. Le retour de nombreux congolais qui se sont expatriés pendant les guerres civiles, participe de cette évolution positive.

Les élections législatives qui viennent de se dérouler dans le calme sont bien la marque d'une vie démocratique apaisée. Une telle dynamique favorable a besoin naturellement d'être encouragée, soutenue et accompagnée par la communauté internationale.

Malgré d'énormes pertes en vies humaines et de considérables destructions matérielles, le Congo, à la sortie de la guerre, a été

Dans ce contexte, pour ne pas aggraver le sort quotidien de la majorité qui ne dispose pas déjà du minimum vital, nous veillons à ce que ces négociations ne constituent pas un fardeau insupportable pour notre peuple. Nous espérons donc atteindre le point

des nécessaires réformes attendues.

Monsieur le Président,

Le retour à la paix et à la stabilité a permis à mon pays de reprendre sa place sur la scène internationale.

Dans moins de trois mois, le Congo achèvera son mandat comme membre non permanent du Conseil de sécurité. Pendant une vingtaine de mois le Congo a participé aux travaux du Conseil dans un esprit constructif, en privilégiant le règlement des différends par la voie pacifique et au moyen du dialogue, la recherche du compromis et le renforcement du multilatéralisme.

Notre participation nous a confortés dans la nécessité et l'urgence de la réforme de ce principal organe des Nations Unies en matière de

Nous avons plaidé pour le renforcement du partenariat entre les Nations Unies et l'Union africaine, afin de veiller à ce que les décisions du Conseil de sécurité prennent en compte les préoccupations des pays africains et soient, de ce fait, légitimes et applicables.

Nous avons plaidé pour un dialogue permanent entre le Conseil de sécurité d'une part, et d'autre part l'Union africaine – à travers son Conseil de paix et de sécurité – et les Etats africains ainsi que les parties en conflit.

Nous avons encouragé la communauté internationale à rester engagée en République Démocratique du Congo, à travers la MONUC, y compris au-delà des élections qui ont certes constitué une grande avancée mais qui laissent pendantes les questions de paix à

l'Est, du désarmement des bandes armées, du rapatriement des combattants étrangers et de la reconstruction économique.

Une telle évolution peut être facilitée dans le cadre du Pacte signé à l'issue du deuxième Sommet de la Conférence internationale sur les Grands Lacs qui constitue un cadre régional approprié.

En Côte d'Ivoire, après beaucoup d'incertitudes, il est réconfortant de noter que le processus engagé par l'Accord de Ouagadougou ouvre des perspectives d'une sortie de crise qu'il nous faut encourager et accompagner.

Les mêmes perspectives d'évolution encourageante se présentent

Il s'agit notamment d'accélérer le rythme sur les trois volets suivants,

tel que le rapport de la réunion de haut niveau de Doha

D'abord, le dialogue politique, qui reprend à partir du 27 octobre à Tripoli, auquel toutes les parties doivent participer, en tenant compte

des principes de la déclaration de Doha

Enfin, l'assistance humanitaire et le relèvement économique, accompagnements plus qu'indispensables de tout effort de

stabilisation et de retour à la normale.

Sur ce chapitre des crises africaines, nous ne saurions passer sous silence le drame somalien. L'Afrique s'est engagée à déployer dans ce pays une force, l'AMISOM, qui mérite d'être vigoureusement soutenue, avec, en perspective, une relève par une force des Nations Unies. La Somalie ne doit pas devenir une crise oubliée !

Mais il faut que les Somaliens eux-mêmes assument leurs responsabilités, en engageant résolument un dialogue politique inclusif qui conduira à une véritable réconciliation nationale.

Monsieur le Président,

Jusqu'à la fin de ce mois, le Congo assure la présidence de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale.

Notre sous-région n'est jamais restée à l'écart des initiatives internationales concernant la situation dans les différents pays membres.

- l'appel à la communauté internationale et aux bailleurs de fonds en vue d'un appui aux Gouvernements du Burundi, de la République Démocratique du Congo et du



Monsieur le Président,

Mon pays demeure également attentif aux menaces qui pèsent sur les autres parties du monde et aux crises qui secouent de nombreuses régions de notre planète.

C'est dans cet esprit que nous avons toujours apporté notre soutien à un règlement pacifique du conflit du Moyen Orient, qui prenne en compte la feuille de route du Quatuor et le plan de paix arabe.

Nous avons également plaidé pour la convocation d'une conférence internationale sur le Moyen Orient à laquelle devraient participer tous les pays de la région qui peuvent y apporter une contribution utile. Nous accueillons donc avec beaucoup d'intérêt et d'espoir l'annonce de la tenue prochaine de cette conférence.

Sur le dossier de la non prolifération nucléaire, nous avons toujours appelé au respect du Traité de Non Prolifération dans tous ses volets,

nucléaire à des fins civiles.

Nous avons toujours insisté sur la reconnaissance du rôle crucial de l'AIEA et sur la nécessité d'un dialogue politique avec les pays dont

Maintenant que, grâce à la science, il est clairement établi que c'est l'activité humaine qui est à l'origine de ce fléau, nous convenons avec notre Secrétaire général et avec le Président de l'Assemblée générale que le moment est venu d'agir.

de la réunion de haut niveau sur ce thème.

Le Chef de l'Etat congolais a tenu à participer personnellement à cette réunion pour manifester l'engagement des pays du Bassin du Congo – le deuxième poumon écologique du monde après l'Amazonie – dans la lutte en vue de la survie de notre espèce et de la sauvegarde de la planète toute entière.

Notre constant engagement en faveur de la paix et de la sécurité internationale revêt donc aujourd'hui des facettes multiples. Les changements climatiques méritent bien cette attention toute particulière que cette enceinte doit porter sur les grands défis

Je vous remercie